

[DÉCRYPTAGE]

VERS UN TOURNANT ATLANTISTE DE LA POLITIQUE
ÉTRANGÈRE ESPAGNOLE SOUS JOSÉ MARÍA AZNAR



Par Adélaïde CAMAIONI

LES PUBLICATIONS



LES JEUNES
IHEDN

À PROPOS DE L'ARTICLE

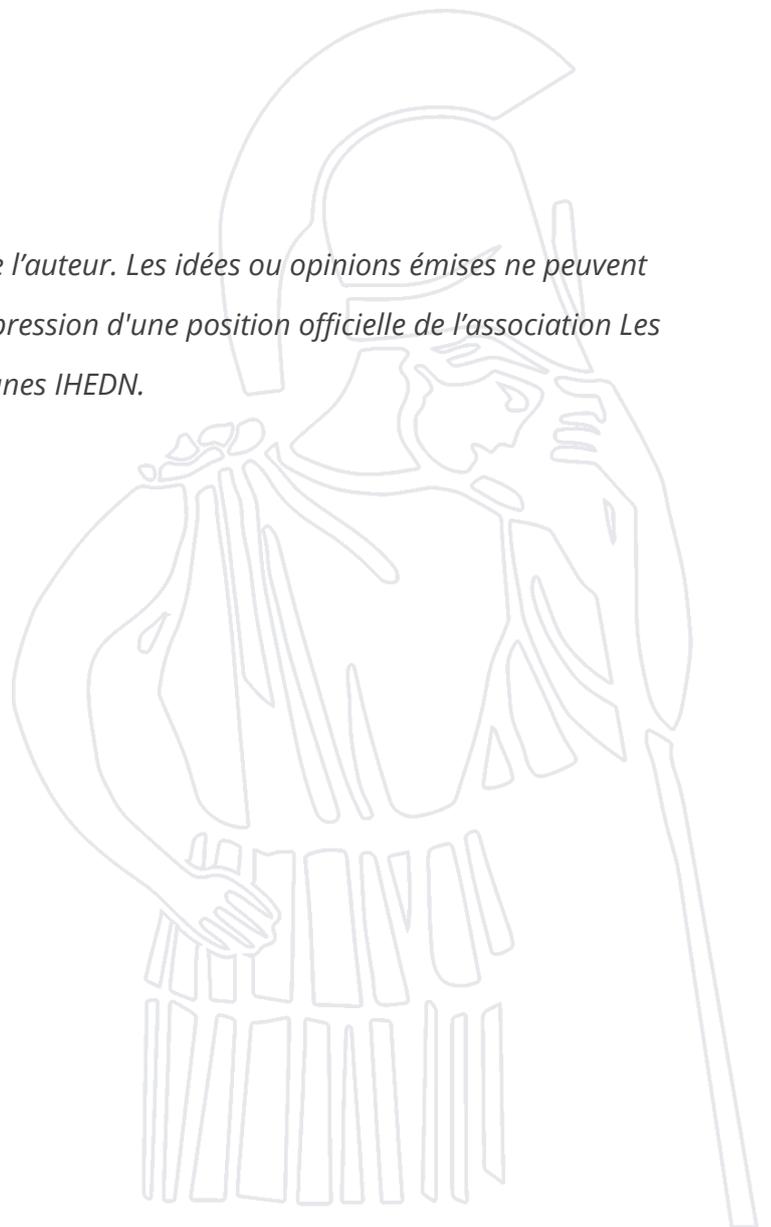
Cette deuxième partie de notre étude sera consacrée au tournant atlantique et atlantiste de la politique étrangère espagnole à partir des attentats terroristes du 11 septembre 2001. Nous verrons qu'en trente-six mois seulement, cette évolution bouleversera vingt-cinq ans de politique étrangère démocratique et réduira à néant le large consensus sur lequel elle reposait, divisant profondément Espagnols comme Européens.

À PROPOS DE L'AUTEUR



Adélaïde CAMAIONI est étudiante en master 2 Relations Internationales - spécialisation Affaires européennes - à Sorbonne Université. Adélaïde se passionne pour la diplomatie et les relations internationales et s'intéresse plus particulièrement aux questions de stratégie et de sécurité européenne et internationale, sujet qu'elle a notamment pu explorer en réalisant l'an dernier un mémoire académique intitulé « La révolution de l'intelligence artificielle - quelles conséquences pour la sécurité internationale ? ». Après avoir participé au 131ème « cycle IHEDN-Jeunes », Adélaïde a rejoint les Comités Sécurité intérieure (en qualité de chargée de mission adjointe GT Ops « gestion de crise ») et Europe (en qualité de chargée de mission « publications »). En janvier prochain, elle commencera un stage au Bureau des Relations Internationales (BRI) du ministère des Armées, zone Europe du Nord.

Ce texte n'engage que la responsabilité de l'auteur. Les idées ou opinions émises ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression d'une position officielle de l'association Les Jeunes IHEDN.



Vers un tournant atlantiste de la politique étrangère espagnole sous José María AZNAR

Le 16 mars 2003, sur la base militaire de Lajes, aux Açores, le président américain (George BUSH), le président du gouvernement espagnol (José María AZNAR) et le premier ministre britannique (Tony BLAIR) se réunissent pour un « sommet » improvisé. L'objectif de la réunion ? Mettre un terme aux actions menées par l'Organisation des Nations Unies (ONU) afin d'obtenir le désarmement de l'Irak de Saddam HUSSEIN. De fait, à l'issue de la rencontre, le « trio des Açores » lança un double ultimatum à Saddam HUSSEIN et au Conseil de sécurité des Nations Unies, déclenchant une guerre déjà décidée et contraire au droit international. Pour certains, la formation de cette « coalition de volontaires » lors du sommet fut la preuve que, pour citer José María AZNAR, l'Espagne était « sortie du coin de l'histoire »¹ pour jouer un rôle décisif dans la naissance d'un nouvel ordre mondial. Néanmoins, pour la majorité de la population espagnole, le sommet aura surtout été la manifestation du changement unilatéral imposé par José María AZNAR à la politique étrangère espagnole contre l'ensemble de la classe politique espagnole, à l'exception de son propre parti, le Partido Popular (PP), et avec l'opposition d'une immense majorité de l'opinion publique. Selon un sondage réalisé en février 2003 par le *Barómetro del Real Instituto Elcano* (BRIE), 93 % des Espagnols se disaient « opposés » à une invasion de l'Irak sans l'approbation des Nations Unies, soit l'un des taux de rejet les plus élevés d'Europe. Un changement qui, en trente-six mois seulement, mettra à bas vingt-cinq ans de politique étrangère démocratique et réduira à néant le large consensus sur lequel elle reposait, en lui substituant une nouvelle politique étrangère que Celestino ARENAL qualifiera de « néo-nationaliste vis-à-vis de l'Europe, et suiveuse des États-Unis ».²

¹« Aznar insiste en la amenaza terrorista para unir al PP ante la votación sobre Irak », *El País* [en ligne], 4 mars 2003 [Consulté le 23 septembre 2022]. Disponible sur https://elpais.com/diario/2003/03/04/portada/1046732410_850215.html.

² ARSENAL, Celestino. « La política exterior de España después de Irak, Perspectivas Exteriores 2004 : Los intereses de España en el Mundo », *Biblioteca Nueva*, 2004, p. 78.

Quelles ont été les conséquences pour l'Espagne et l'Union européenne (UE) de ce basculement vers une politique étrangère presque exclusivement atlantiste ? Cette partie sera l'occasion de revenir sur le tournant que l'arrivée de José María AZNAR au pouvoir en 1996 a représenté pour la politique étrangère espagnole. Nous verrons ainsi que la première législature du nouveau chef du gouvernement espagnol ainsi que la première partie de son second mandat ont été caractérisées par une plus grande focalisation sur les États-Unis et une moindre attention accordée à l'UE ainsi qu'aux deux « dimensions complémentaires » de l'Espagne. Enfin, après les attentats du 11 septembre 2001, il semblerait que États-Unis soient devenus le cœur de la nouvelle stratégie espagnole en matière de politique étrangère.

La première législature d'Aznar (1996-2000) : entre continuité et volonté de définir « la place de l'Espagne dans le monde ».³

Le 3 mars 1996, après treize ans de gouvernement socialiste, des élections générales extraordinaires sont organisées en Espagne. Le résultat est particulièrement serré entre les deux principaux partis : le Parti socialiste (PSOE) obtient 37,63 % des voix et le Parti populaire (PP) 38,79 %.⁴ Cependant, et malgré ce changement de gouvernement, avant les attentats du 11 septembre 2001 rien ne semblait indiquer que la politique étrangère espagnole allait connaître un tel bouleversement. Concrètement, la politique étrangère du premier gouvernement de José María AZNAR (1996-2000) s'est caractérisée par la continuité, même si certains changements importants avaient déjà eu lieu. Le PP considérait en effet que « *la défense des intérêts espagnols passe inexorablement par le maintien d'une large autonomie dans les deux hémisphères, ce qui exige une position forte dans l'UE et une place privilégiée parmi les alliés des États-Unis* ». ⁵ À ce titre, la politique étrangère du PP s'est caractérisée dès le début par une définition claire d'une défense sans concessions des intérêts nationaux de l'Espagne, intérêts qui transcendaient la

³ MARCO, José María. « Aznar », *La Ilustración Liberal* [en ligne], décembre 2004 [Consulté le 22 septembre 2022]. Disponible sur : <https://www.clublibertaddigital.com/ilustracion-liberal/21-22/aznar-jose-maria-marco.html>.

⁴ « La batalla electoral: resultados del 14M », *El País* [en ligne], 12 décembre 2011 [Consulté le 21 septembre 2022]. Disponible sur : https://elpais.com/elpais/2004/03/08/media/1078747033_720215.html.

⁵ PÉREZ, Angel. « La política exterior socialista », *Grupo de Estudios Estratégicos (GEES)*, 24 septembre 2004, n°146, p.89-106.

sphère européenne.⁶ Cette ambition était déjà manifeste lorsqu'en 1996, soit quelques semaines seulement avant les élections qui le mèneraient au Palais de *La Moncloa*, José María AZNAR avait déclaré que « *l'Espagne est l'Europe, mais elle n'est pas que l'Europe. C'est une puissance de taille moyenne, comme d'autres dans le monde, mais qui possède ses singularités propres. La première singularité de la position de l'Espagne par rapport aux autres puissances européennes de taille moyenne est sa projection dans le monde* ». ⁷ La volonté de José María AZNAR était ainsi de (re)définir « *la place de l'Espagne dans le monde* ». ⁸

En conséquence, durant sa première législature, la politique espagnole de José María AZNAR à l'égard de l'Union européenne s'est principalement axée sur la défense d'intérêts nationaux spécifiques, tels que le pouvoir de vote dans les institutions communautaires ou la distribution des fonds de cohésion. Cette période s'est caractérisée par une aggravation des désaccords de l'Espagne avec certaines des forces motrices de l'UE, notamment la France et l'Allemagne⁹. Il était, en revanche, parfaitement évident aux yeux de tous que le chef du gouvernement espagnol était très en phase avec la politique de son homologue américain. En 1998, par exemple, au mépris de la position dominante de l'UE, le gouvernement de José María AZNAR avait fermement soutenu le bombardement anglo-américain en Irak. Enfin, pour ce qui est de l'Amérique latine, le seul changement notable a concerné Cuba, où l'Espagne a œuvré pour l'adoption de la « position commune » de l'UE du 2 décembre 1996 :

« Dans ses relations avec Cuba, l'Union européenne cherche à encourager un processus de transition vers le pluralisme démocratique et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi qu'un relèvement et une amélioration durables du niveau de vie du peuple cubain. [...] L'Union européenne n'a pas pour politique de tenter de provoquer des changements par des mesures coercitives

⁶ Ibid.

⁷ AZNAR-LOPÉZ, José María. « Presente y futuro de España en el mundo », *Ensayo INCIPE.*, février 1996, n °8, p.4.

⁸ MARCO, José María, 2004, op.cit.

⁹ SANAHUJA, José Antonio. « El viraje neocon de la política exterior española y las relaciones con América Latina », *Coordinadora Regional de Investigaciones Económicas y Sociales (CRIES)*, janvier-juin 2006, p.13.

ayant pour effet d'aggraver la situation économique difficile que connaît le peuple cubain. »¹⁰

Ce maintien du consensus en matière de politique étrangère du pays s'est poursuivi après les élections générales de 2000, où le PP a remporté une majorité absolue au parlement espagnol. Dans le même temps, le rapprochement avec Washington s'est accentué et, fait significatif, le premier voyage européen du président George BUSH, en juin 2001, a débuté en Espagne.

La deuxième législature d'Aznar : la présence internationale de l'Espagne avant le 11 septembre 2001

Dans son discours d'investiture pour sa seconde législature, José María AZNAR a dressé le bilan de la précédente et a introduit ses nouveaux objectifs, indicateurs du tournant qui s'annonçait. Selon ses propres termes, « *nous ne pouvons plus nous contenter de rester dans le même coin que les pays qui ne comptent pas, qui ne contribuent pas et qui ne décident pas* »¹¹ et « *nous devons renforcer la projection internationale de l'Espagne pour être davantage protagoniste dans un monde ouvert* ». ¹² Comme lors de son premier discours quatre ans plus tôt, José María AZNAR a consacré la dernière partie de son intervention à la politique étrangère, présentant les nouveaux défis qu'il qualifia de « *responsabilités* » :

« Au cours de la précédente législature, l'Espagne a été l'un des pays fondateurs de l'euro et a été intégrée dans la nouvelle structure de commandement de l'Alliance atlantique. Nous pouvons donc nous fixer de nouveaux objectifs. [...] Nous devons

¹⁰ Posición Común sobre Cuba del 2 de diciembre de 1996 (96/697/PESC) DOCE L 322, *Journal officiel de l'Union européenne* [accès en ligne], 12 décembre 1996 [Consulté le 23 septembre 2022].

¹¹ AZNAR, José María, cité dans CHISLETT, William. « El antiamericanismo en España : el peso de la historia », *Real Instituto Elcano* [en ligne], 14 novembre 2005 [Consulté le 18 septembre 2022]. Disponible sur : <https://core.ac.uk/download/pdf/42965626.pdf>.

¹² AZNAR, José María. « Discurso de José María Aznar en el debate de investidura a la presidencia del gobierno » [Discours à La Moncloa], 25 avril 2000.

être prêts à assumer de plus grands degrés de responsabilité au-delà de nos frontières. »¹³

Si les propos de José María AZNAR témoignaient indéniablement de son intention de renforcer la position de l'Espagne à l'étranger, il est intéressant de noter qu'il n'avait pas détaillé dans son discours d'investiture les actions que le gouvernement pourrait entreprendre en ce sens, à l'exception de celles déjà inscrites à l'agenda politique comme la présidence espagnole au Conseil de l'UE et la participation du pays au II^e sommet UE-Amérique latine et Caraïbes en tant qu'hôte.

Néanmoins, le vaste programme conçu et mis en œuvre durant la présidence espagnole au Conseil l'Union européenne est représentatif de cette volonté nouvelle de renforcer la projection de l'Espagne, et ce, notamment sur la scène internationale. Comme le montre le tableau ci-dessus, au cours de sa présidence du Conseil de l'UE, l'Espagne a en effet fait tout son possible pour que les rencontres internationales se tiennent sur son territoire. À noter également, la priorité accordée à la question atlantique - et pour laquelle l'Espagne est restée l'interlocuteur clé lors des réunions - dans l'agenda de mai. En conséquence,

CALENDARIO DE REUNIONES DURANTE LA PRESIDENCIA ESPAÑOLA DE LA UE (Enero 2002- Junio 2002)	
ENERO	28/01/02 Consejo de Asuntos Generales (Bruselas)
FEBRERO	12-13/02/02 Reunión UE-Paises candidatos-Organización de la Conferencia Islámica (OCI) (Estambul) 18-19/02/02 Consejo de Asuntos Generales (Bruselas) 27-28/02/02 Reunión Ministerial UE-Consejo de Cooperación del Golfo (CCG) (Granada)
MARZO	11/03/02 Consejo de Asuntos Generales (Bruselas) 15-16 Consejo Europeo (Barcelona) 18-19/03/02 Encuentro ministerial euro-mediterráneo sobre Comercio (Toledo) 18-22/03/02 Conferencia de NN.UU. sobre Financiación del Desarrollo (Monterrey) 22-23/03/02 Reunión informal de ministros de Defensa (Zaragoza)
ABRIL	4-6/04/02 Reunión ministerial UE-Asia-Europe Meeting (ASEM) sobre migraciones (Lanzarote) 9-10/03/02 Encuentro Ministerial euromediterráneo sobre Industria (Málaga) 15/03/02 Consejo de Asuntos Generales (Luxemburgo) 22-23/03/02 V Conferencia Euro-mediterránea (Valencia)
MAYO	02/05/02 Cumbre UE-EE.UU. (Washington) 08/05/02 Cumbre UE-Canadá (Toledo) 13/05/02 Consejo de Asuntos Generales (Bruselas) 17/05/02 Cumbre UE-MERCOSUR (Madrid) 17/05/02 Cumbre UE-Comunidad Andina (Madrid) 17/05/02 Cumbre UE-Chile (Madrid) 17-18/05/02 II Cumbre UE-América Latina y Caribe (Madrid) 18/05/02 Cumbre UE-México (Madrid) 28/05/02 IX Cumbre UE-Rusia (Mosú) 30/05/02 Consejo de Desarrollo (Bruselas)
JUNIO	10/06/02 Consejo de Asuntos Generales (Luxemburgo) 17/06/02 Consejo de Asuntos Generales (Luxemburgo) 21-22/06/02 Consejo Europeo (Sevilla) 26/06/02 Cumbre del G-8 (Calgary, Canadá) 28/06/02 Consejo de ministros UE-ACP (Punta Cana, República Dominicana)

Calendrier des réunions pendant la présidence espagnole de l'UE, janvier 2002 - juin 2002. (Source : BARBÉ, Esther. « España y política exterior de la UE », *Institut Universitari d'Estudis Europeus*, 2002, Annexe 1, p.184.)

¹³ Ibid., p.16.

l'aspect le plus remarquable de cet agenda prétendument européen est que le gouvernement de José María AZNAR avait, à travers lui, établi un agenda de politique étrangère favorisant la visibilité espagnole dans une double représentation au niveau international : à la fois espagnole et européenne. Cette ambition double deviendra la marque de fabrique du second mandat du chef de du gouvernement espagnole.

En matière de sécurité, le PP faisait mention d'une politique de sécurité commune dans le cadre de l'Alliance atlantique. Cette ambition, renforcée par la volonté de mettre fin au terrorisme, constituera l'un des éléments clés de la stratégie étrangère de l'Espagne sous la seconde mandature de José María AZNAR :

« Nous encouragerons la participation active de l'Espagne à une OTAN dotée d'une forte dimension politique et d'une capacité d'action renforcée, dans le but de rester la principale organisation de sécurité dans les années à venir, tant en Europe que dans le monde, et spécifiquement dans la zone euro-atlantique. »¹⁴

Du 11 septembre à la guerre en Irak : le tournant de la politique étrangère espagnole vers les États-Unis.

Il convient de souligner d'entrée de jeu que ce virage est le résultat de la vision et des décisions personnelles de José María AZNAR et d'un petit groupe de ses collaborateurs, qui ont mené une politique dans laquelle *« ni l'opposition ni même le propre parti de José María AZNAR, le Partido Popular, n'ont été consultés »*.¹⁵ Il s'agissait d'une politique qui ne reposait pas sur des calculs rationnels d'intérêts nationaux concrets, mais sur des raisons idéologiques. Comme le disait José María AZNAR lui-même, *« c'est une question de convictions »*.¹⁶, convictions davantage personnelles qu'espagnoles. En effet, selon une étude menée par le Pew Research Center en 2007, les Espagnols étaient l'un des peuples

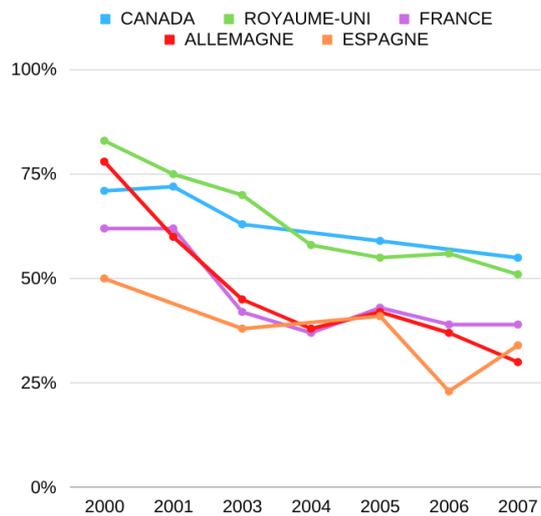
¹⁴ Ibid., p.205.

¹⁵ DEL ARENAL, Celestino. « La política exterior de España después de Irak, Perspectivas Exteriores 2004. Los intereses de España en el Mundo », *Biblioteca Nueva*, 2004, p.73.

¹⁶ GALLEGO-DÍAZ, Soledad. « Historia de un Presidente satisfecho », *El País* [en ligne], 26 janvier 2004 [Consulté le 22 septembre 2022]. Disponible sur https://elpais.com/diario/2004/01/26/espana/1075071606_850215.html.

qui se sentait le moins proche des États-Unis : moins de 45% des Espagnols ont déclaré avoir une opinion favorable des États-Unis en 2001 (voir *infra*).

Opinion des États-Unis parmi les alliés occidentaux



Opinion des États-Unis parmi les alliés occidentaux, graphique réalisé par l'auteur. (Source : « Global unease with major world powers, 47-Nation Pew Global Attitudes Survey », *Pew Research Center*, 27 juin 2007, p.19.)

Si l'opinion publique espagnole n'était pas des plus favorables au partenaire américain, il importe ici de rappeler qu'en 1995, le Premier ministre espagnol avait été la cible d'une tentative d'assassinat perpétrée par l'organisation indépendantiste basque *Euskadi Ta Askatasuna* (ETA) :

« Je ne peux pas oublier qu'en matière de terrorisme, je suis un privilégié. J'ai eu la chance de survivre à un attentat. Cela m'oblige à une responsabilité particulière envers les victimes du terrorisme [...] bien plus forte que toute volonté personnelle. Dans mon attitude face au terrorisme, il y a des raisons politiques et démocratiques, il y a des raisons juridiques mais aussi des raisons morales. »¹⁷

¹⁷ DEL ARENAL, 2004, p.209, op. cit — mes italiques.

Cet élément justifie pour partie le fait que le chef du gouvernement espagnol ait été l'un des rares dirigeants occidentaux à avoir explicitement adopté la « doctrine BUSH » d'une attaque unilatérale « préventive » contre l'Irak, en dépit du fait que 93 % de la population espagnole avait indiqué son opposition à la guerre contre l'Irak dans les sondages.¹⁸ Pour autant, s'il est le plus fréquent, l'argument antiterroriste ne suffit pas à expliquer la vision que se faisait le chef du gouvernement espagnol du système international. En effet, pour ce dernier, le 11 septembre 2001 représentait également une « *fenêtre d'opportunité* »¹⁹ pour que l'Espagne sorte « *du coin de l'histoire* ». ²⁰ Le gouvernement était convaincu que l'Espagne se trouvait dans l'une de ces périodes de changements substantiels du monde : « [...] Pour la première fois depuis de nombreuses années - certains diront même depuis plusieurs décennies - l'Espagne n'a pas été prise au dépourvu par la tournure des événements ». ²¹

L'alignement sur Washington, au détriment de l'UE, comme principale option de politique étrangère de l'Espagne, fut confirmé par la « Lettre des Huit », publiée le 30 janvier 2003 et intitulée « *L'Europe et les États-Unis doivent rester unis* ». En plus de José María AZNAR, la lettre fut également signée par Tony BLAIR, Silvio BERLUSCONI, les dirigeants du Portugal, du Danemark, de la Pologne, de la République tchèque et de la Hongrie (ces trois derniers étaient en cours d'adhésion à l'Union au moment de la signature de la lettre). Sur le fond, la lettre était une simple réaffirmation du lien transatlantique, plaidant pour une « Coalition des volontaires » (*The Coalition of the Willing*) subordonnée aux États-Unis - plutôt que pour une action conjointe de l'Alliance atlantique -, choix quelque peu contradictoire au demeurant. Par sa démarche, la lettre n'en représentait pas moins un véritable désaveu pour l'axe franco-allemand : en effet, la France, l'Allemagne, la Présidence grecque de l'UE et le Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité

¹⁸ CHISLETT, William. « El antiamericanismo en España: el peso de la historia », *Real Instituto Elcano* [en ligne], 14 novembre 2005 [Consulté le 22 septembre 2022]. Disponible sur : <https://core.ac.uk/download/pdf/42965626.pdf>.

¹⁹ GONZÁLEZ, Miguel. « Esto se nos ha ido de las manos », *El País* [en ligne], 11 mars 2003 [Consulté le 21 septembre 2022]. Disponible sur : https://elpais.com/diario/2003/03/11/espana/1047337207_850215.html.

²⁰ AZNAR, José María, cité dans DEL ARENAL, « Celestino. Política exterior de España y relaciones con América Latina. Iberoamericanidad, europeización y atlantismo en la política exterior española », *Fundación Carolina*, 2011, p.345.

²¹ Aznar, José María. « Discurso del Presidente del Gobierno en el Ceseden », octobre 2003, p.7. Disponible sur : <https://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&cad=rja&uact=8&ved=2ahUKewi-s76so437AhUGgc4BHfLqBM0QFnoECBUQAQ&url=https%3A%2F%2Fdiariet.unirioja.es%2Fdescarga%2Farticulo%2F4580152.pdf&usg=AOvVaw3mIE3Bkdj3W7huYKcf9fo>.

commune (PESC) ne furent pas informés de l'initiative. La lettre eut donc des effets dévastateurs : d'une part, elle aggrava les dissensions de José María AZNAR avec le président français (Jacques CHIRAC) et le chancelier allemand (Gerhard SCHRÖDER). Dans une entrevue accordée au *Washington Post*, le président du gouvernement espagnol exprimera par la suite ouvertement son rejet de la France, alliée pourtant décisive de l'Espagne dans la lutte contre le terrorisme d'ETA, affirmant que « depuis 1800, le processus décisionnel de la politique étrangère espagnole était subordonné à la France. Ce n'est plus le cas et j'en suis très heureux »²². D'autre part, elle empêcha la conclusion d'un accord lors du Conseil européen extraordinaire sur l'Irak du 17 février 2003 et affaiblit le prestige de l'UE en tant qu'acteur international²³. Pour citer l'ambassadeur Javier RUPÉREZ à propos de la crise irakienne : « Jamais l'Union européenne n'a[vait] été aussi peu unie. Et jamais l'Espagne n'a[vait] été aussi solidement alliée aux États-Unis ».²⁴

Mais c'est surtout par sa position de membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies depuis janvier 2003 que l'Espagne acquit une importance lors de la guerre en Irak. Considérant que la résolution 1441 - sans doute l'une des plus fréquemment citées lors de la crise irakienne, dans la mesure où elle définissait la position de chaque pays dans la sphère internationale - était « ambiguë » et « insuffisante », au sens où le texte ne citait à aucun moment *explicitement* l'autorisation d'une intervention armée, certains pays ont demandé une deuxième résolution pour intervenir en Irak, ce fut notamment le cas de trois des cinq membres permanents du Conseil de sécurité : la Russie, la Chine et la France.²⁵ Mais alors même qu'aucun des rapports et enquêtes recueillis par les sources officielles n'était parvenu à fournir de preuves concluantes sur l'existence d'armes chimiques et nucléaires en Irak ou sur l'existence d' « un lien direct entre Saddam [HUSSEIN] et le 11 septembre »²⁶, l'Espagne a approuvé l'intervention en Irak au motif que « le régime

²² GALLEGO-DÍAZ, Soledad, 25 janvier 2004, op.cit.

²³ BARBÉ, Esther. « La vieja Europa en un nuevo mundo », *Foreign Affairs en español*, avril-juin 2005, Vol. III, n° 2, pp. 19-21.

²⁴ RUPÉREZ, Javier. « Memoria de Washington. Embajador de España en la capital del imperio », *La esfera de los libros*, 2011, p.221.

²⁵ « Powell busca hoy el apoyo de los miembros del Consejo de Seguridad al ataque contra Irak ». *El Mundo Internacional* [en ligne], 13 septembre 2002 [Consulté le 21 septembre 2022]. Disponible sur : <https://www.elmundo.es/elmundo/2002/09/13/internacional/1031878200.html>.

²⁶ ARIAS, Inocencio. « Confesiones de un diplomático Del 11-S al 11-M », *Planeta*, 2006, p.106.

de Saddam HUSSEIN ne respectait pas les résolutions des Nations Unies et n'a jamais montré la moindre volonté de collaborer avec les inspecteurs de l'ONU chargés de vérifier que les armes avaient été détruites et que les programmes d'armes de destruction massive avaient été paralysés ». ²⁷ À la recherche d'une nouvelle résolution pour l'Irak, lors de la session historique du Conseil de sécurité du 24 février 2003, le Royaume-Uni, avec le soutien des États-Unis et de l'Espagne, a soumis un projet de résolution au Conseil de sécurité de l'ONU. Ana PALACIO, alors ministre des Affaires étrangères, se distingua en prononçant un discours encore plus belliqueux que celui du secrétaire d'État américain Colin POWELL. ²⁸ Parallèlement, face à la menace prégnante d'un veto de la Russie, de la Chine et de la France, l'Espagne tenta de réunir une majorité de 9 ou 10 votes, qui aurait conféré une couverture politique à toute attaque contre l'Irak, y compris si cette dernière devait être illégale. En effet, lors d'une rencontre en février 2003, José María AZNAR avait transmis le message suivant à George BUSH : « *Il est très important d'avoir une résolution. [...] En fait, il est plus important d'avoir une majorité que de voir quelqu'un opposer son veto. Nous pensons que le contenu de la résolution devrait, entre autres, affirmer que Saddam HUSSEIN a perdu sa chance* ». ²⁹

En conséquence, l'Espagne a cherché l'appui du Mexique et du Chili, ce qui nuira par la suite à ses relations avec l'Amérique latine. Lorsqu'il est devenu clair que toutes ces stratégies avaient échoué, l'Espagne s'est jointe à l'usurpation de l'autorité du Conseil de sécurité lors de la réunion des Açores du 16 mars 2003, où un double ultimatum fut lancé à l'Irak et à l'ONU. Le 18 février 2004, les ambassadeurs des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Espagne annoncèrent en outre conjointement au Conseil de sécurité des Nations Unies leur intention de ne pas soumettre au vote le projet de seconde résolution, brisant ainsi le consensus existant en matière de politique étrangère et aboutissant au déclenchement d'une guerre déjà décidée et contraire au droit international.

²⁷ AZNAR, José María. « Discurso de José María Aznar ante el Congreso y el Senado de los Estados Unidos », 4 février 2004.

²⁸ VALLELERSUNDI, Palacio. « Comparecencia de la señora ministra de Asuntos Exteriores (Palacio Vallelersundi) para informar sobre : La crisis de Irak. A petición propia. » *Congrés des Députés*, 25 mars 2003.

²⁹ « Acta de la conversación entre George W. Bush y José María Aznar », *El País* [en ligne], 25 septembre 2007 [Consulté le 23 septembre 2022]. Disponible sur : <https://aniversario.elpais.com/acta-crawford/>.

Conclusion

Le résultat des élections générales du 14 mars 2004 a été fortement affecté par la guerre en Irak et les attaques terroristes qui ont en résultèrent à Madrid - que José María AZNAR et son gouvernement tentèrent fallacieusement d'attribuer à l'ETA.³⁰ « Vous et votre guerre ! », lui aurait alors crié son Premier ministre désigné de l'époque, Mariano RAJOY, en frappant sur la table, le samedi 13 mars, alors que se profilait une défaite totalement inattendue aux élections du lendemain.³¹ Lorsque le nouveau Premier ministre espagnol, José Luis Rodríguez ZAPATERO, du parti socialiste (PSOE), a déclaré dans son discours d'investiture au Parlement espagnol que « nous allons sortir l'Espagne de cette image des Açores », il faisait référence à l'image que nous avons vue au début de cette partie. Et en effet, peu après, ZAPATERO ordonnait le retrait des troupes espagnoles d'Irak. Dans son discours devant le Parlement espagnol le 17 décembre 2004, le nouveau président du gouvernement espagnol déclara en outre à Aznar :

« Vous avez décidé de rompre le consensus en matière de politique étrangère et de réformer notre politique d'alliance. Vous avez fait des relations avec l'administration BUSH le point de référence essentiel des relations étrangères de l'Espagne. [...] Vous avez cédé à la tentation de faire office de cheval de Troie pour l'une des administrations les plus conservatrices que les États-Unis n'aient jamais connues. Quels en sont les résultats ? La solitude et l'isolement. »³²

³⁰ KOURLIANDSKY, 2004, op.cit., p.50.

³¹ WOODWORTH, 2004, op.cit., p.7.

³² EGURBIDE, Peru. « La oposición acusa a Aznar de llevar España a un aislamiento europeo sin precedentes », *El País* [en ligne], 18 décembre 2003, [consulté le 19 septembre 2022]. Disponible sur : https://elpais.com/diario/2003/12/18/espana/1071702003_850215.html.



LES JEUNES
IHEDN

publication@jeunes-ihedn.org